

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

Épreuve orale d'entretien

Sujet n° 12

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

La justice et les réseaux sociaux

Réseaux sociaux et pouvoir judiciaire : la nécessaire « incarnation » ?

<https://www.dalloz-actualite.fr/flash/reseaux-sociaux-et-pouvoir-judiciaire-necessaire-incarnation>
par [Marine Babonneau](#) le 30 octobre 2019

L'École nationale de la magistrature organise, dans le cadre de la formation continue des magistrats, une session sur les réseaux sociaux sur deux jours, dirigée par la magistrate Clémence Caron. Récit.

Document tronqué (...) 994 mots

En 2017, le juge espagnol Antonio Salas déclare sur Twitter que les violences conjugales sont davantage de l'ordre de « la méchanceté » - qui n'a selon lui pas « de solution » - et de « la force physique ». Tollé. Le magistrat de la cour suprême est vivement critiqué mais il n'y aura aucune sanction contre lui. En Italie, en 2016, une substitut du procureur en charge d'une enquête sur une catastrophe ferroviaire est obligée de se déporter quand une photo d'elle, publiée sur Facebook trois ans auparavant, la montre à une fête se faisant baisser les pieds par l'avocat du chef de gare.

Quand le magistrat portugais José Igreja Matos, raconte cela aux 80 auditeurs de la session « réseaux sociaux, entre exposition de soi et vie privée » organisée par l'ENM, le silence est total. D'ailleurs, poursuit-il, au Canada, « on a ordonné la tenue d'un nouveau procès dans un dossier d'agression sexuelle après que le juge se soit créé un faux profil sur un site de rencontre afin de consulter des informations qui auraient dû discréditer la victime ». Plus tôt, c'est Virginie Valton, magistrate et ancien membre du CSM qui a rappelé, elle aussi, quelques exemples français de magistrats qui se sont laissé dépasser – disons-le poliment – par un réseau social.

Les réseaux sociaux en eux des dangers qu'il vaut mieux cerner avant d'en faire les frais. Le journaliste Bruno Patino, a rappelé l'histoire, les volontés civilisatrices de création d'un cyberspace gratuit et sans règle, dans lequel toute l'intelligence humaine se regroupe. Quarante après, « les hommes de la Silicon Valley deviennent des repentis, qui avouent que "ça nous a échappé". Nous n'avons pas donné naissance à la néosphère mais à un monstre ».

Dans le discours du journaliste, il est beaucoup question de syndromes : celui de l'anxiété – il nous faut sans cesse étaler notre vie au risque de nous sentir anxieux -, celui de notre incapacité à quitter

notre téléphone portable – la nomophobie –, celui d’avoir peur d’être oublié par le monde – c’est l’athazagaraphobie. Que dire de ce besoin compulsif de rechercher des traces de quelqu’un sur internet ? « C’est la société de la fatigue » et « l’économie de l’attention », lance Bruno Patino. Dans ce schéma infernal, nous ne sommes que les pions individuels, ciblés, d’une puissance économique supérieure – et non idéologique, Facebook, par exemple, n’a que faire de la politique. Vouloir réguler le « contenu » est illusoire, selon l’auteur. C’est le modèle économique qu’il faudra modifier. Et la professeure de philosophie Marylin Maeso de rappeler que les réseaux sociaux, notamment Twitter, sont « à mi-chemin entre le ring et le tribunal », sorte de monde dans lequel, paradoxalement, le dialogue est impossible et l’invective brutale. Un laboratoire parfait pour l’injure et la diffamation. « Sur les réseaux sociaux, le temps nécessaire à la réflexion est supprimé, le moment où vous voulez amener un propos nuancé, c’est déjà trop tard. En matière de harcèlement, le réseau social provoque un harcèlement en meute, même pour quelque chose de mineur ». L’écran ne joue pas le rôle de médiation, au contraire, il agit comme un masque, provoquant un sentiment d’impunité propice aux violences. « On m’a souvent reproché d’être une antidémocrate parce que je condamnais ces agissements. Je pense que c’est une fausse conception de la liberté d’autoriser à tout dire. Menacer, est-ce une liberté ? », interroge Marylin Maeso.

Pour la magistrate Aude Duret, les réseaux sociaux n’ont pas créé de nouvelles infractions mais ils les facilitent. « L’anonymat favorise les risques d’abus, la virulence et la violence et fragilise les enquêtes, estime-t-elle ». Et d’ajouter : « Le réseau social, c’est le lieu d’une prise de parole excessive. Le but de Twitter ou de Facebook, c’est d’être visible, donc forcément dans l’excès ». Une sorte « de Janus aux deux visages », pour la journaliste Olivia Dufour, auteure de « Justice et médias – La tentation du populisme ». D’un côté, le Twitter qui fait entrer la justice dans nos salons et de l’autre, le Twitter « grimaçant ». « L’affaire Sauvage est l’illustration parfaite d’un mouvement de foule qui peut pulvériser deux verdicts d’assises ».

Et pourtant. « Twitter, c’est une chance », contrebalance l’avocat Éric Morain. « Il n’est pas une semaine sans que Twitter m’apporte une information essentielle dans un dossier que j’ai à traiter. Cette communauté juridique forme une vraie communauté, une société juridique réelle ». Évidemment, il y a les excès, et pire, les menaces de mort, les persécutions des trolls, le harcèlement « de la meute ». « On ne peut pas dire que ce ne sont que des mots », estime-t-il mais les premières poursuites judiciaires ont eu lieu, « elles sont là ». Il faut donc y aller, sur ces réseaux. Cette existence-là n’est pas dénuée d’intérêt à condition de le faire intelligemment. « La question qu’il faut se poser à chaque fois : est-ce que je suis dans mon rôle ? Je mets en avant mon service, mon institution, pas ma personne. Et bien sûr, distinguer le réseau personnel et celui utilisé pour son métier.

Une évidence. Les magistrats sont-ils pour autant prêts à cette évidence ? C’est bien là, le cœur du sujet. La communication judiciaire sur les réseaux sociaux n’est plus à ses débuts mais elle est encore loin d’être généralisée. Les avocats, les journalistes d’un côté. De l’autre, les magistrats et les greffiers. Deux écoles au sein des juges, rappelle Maître Eolas : les magistrats qui twittent sous leur vrai nom – « c’est très bien, il faut une présence institutionnelle mais cela impose un cadre rigoureux » - et ceux qui préfèrent rester sous pseudonymes. « J’encourage cela, cette liberté de ton, d’horizontalité. Cela ne suspend pas pour autant le respect à la déontologie. (...) Il faut que les juges puissent s’exprimer, vous êtes le pouvoir judiciaire. Personne ne le fera pour vous et personne ne le fera mieux que vous ».
